

Une dictature, ça assassine énormément

Chili ▶ A l'occasion du 46^e l'anniversaire du coup d'Etat du 11 septembre 1973, Jacques Depallens revient sur les dernières années de la dictature chilienne. Ou comment, pour assurer son maintien au pouvoir, Pinochet est parvenu à éliminer par assassinat de nouveaux opposants précédemment alliés à son camp.

JACQUES DEPALLENS*

Une dictature ça assassine énormément: jusqu'aux alliés dits démocrates! En janvier 2019, un procès hautement significatif, peu analysé malgré un document juridique de plus de 800 pages¹ rendu public, s'est tenu à Santiago de Cuba. Mais revenons un peu en arrière.

1970: après trois tentatives d'obtenir par la voie des urnes la présidence du pays, Salvador Allende remporte le siège présidentiel devant le candidat de droite Jorge Alessandri et le démocrate-chrétien Radomiro Tomic. Bien que légèrement minoritaire au parlement, Allende poursuit une politique de redistribution des richesses en faveur des couches populaires et des indigènes, jusque-là largement délaissées par les alliances centristes des élites bourgeoises. Rappelons la chanson phare d'Inti Illimani, l'hymne du pouvoir populaire en 1970: «Il ne s'agit pas cette fois de changer de président, Ce sera le peuple lui-même qui construira un Chili bien différent.»

Le président sortant démocrate-chrétien, Eduardo Frei Montalva, à la tête du pays de 1964 à 1970, s'arc-boute au parlement pour faire passer, après de nombreuses conférences alarmistes aux Etats-Unis, une motion déclarant le gouvernement d'Allende en infraction avec la Constitution. Ce travail de sape a servi de base politique nationale à l'encouragement du coup d'Etat du haut commandement de l'armée, qui n'en demandait pas tant.

Au niveau international, les plans étasuniens ont préparé le coup depuis 1970 déjà. Henry Kissinger, le secrétaire d'Etat de Richard Nixon, avait déclaré dans un discours prononcé à l'occasion de l'élection de Salvador Allende: «Je ne vois pas pourquoi il faudrait s'arrêter et regarder un pays devenir communiste à cause de l'irresponsabilité de son peuple.» En synchronisation continentale avec l'opération Condor², les assassinats extrajudiciaires et disparitions (3200), les emprisonnements et les tortures (38 000) se sont succédé au Chili.³

En 1980, Pinochet qui veut se maintenir au pouvoir présente un projet de plébiscite de son coup d'Etat devant tenir lieu de Constitution. Plusieurs politiciens bourgeois, des leaders syndicalistes officiels, après une longue collaboration avec le putsch militaire, organisent une opposi-

tion politique au maintien de Pinochet au pouvoir. Eduardo Frei en fait partie. En décembre 1981, ce dernier est victime d'une relativement bénigne hernie œsophagienne. Il est soigné à la clinique catholique Santa María de Santiago, largement infiltrée par des médecins officiant dans l'armée. Dès les premiers jours, Frei perçoit de drôles de pratiques à son égard. Il réclame avec véhémence, mais vainement: «Qu'on me sorte d'ici!». Quelques semaines plus tard, il devient inconscient et meurt de septicémie après deux mois d'hospitalisation sous influence.

Pinochet quitte la tête du pays en 1990. La fille de Frei, Irène, sénatrice dans le nouveau régime démocratique, porte plainte pour assassinat et fait conduire deux autopsies successives, la première n'ayant pas été concluante. La seconde révèle, vingt ans après le décès, la présence de gaz sarin et de mort-aux-rats dans le corps de son père.

Le procès démarre en 2009, avec, après emprisonnement d'une vingtaine de jours pour les besoins de l'enquête, la libération sous caution de six accusés. Le procès est interminable. Les nombreux avocats liés au régime dictatorial font traîner les choses en multipliant les objections de procédure, et en faisant pression sur des témoins clés. Ce n'est que dernièrement, le 30 janvier 2019, que la sentence a été émise. Six condamnations fermes ont été prononcées: quatre médecins; le chauffeur personnel de Frei, placé à son poste par les militaires de la Junte, et enfin le maître d'œuvre funeste, l'ingénieur chimiste Eugenio Berrios. Sorte de Mengele chilien engagé par la police secrète de Pinochet, la sinistre DINA, Berrios a pu expérimenter divers poisons sur des militants de gauche incarcérés. A la clinique Santa Maria, il a agi de concert avec plusieurs médecins, exécuteurs des basses besognes préparées par ses soins mortifères. Mais comme il en savait trop, il a été assassiné en 1995 sur une plage en Uruguay avec la collaboration de militaires chiliens et uruguayens.

Dans la même veine, Tucapel Jiménez, militant du Parti radical et leader syndical d'envergure dans la période de collaboration entre les syndicats très contrôlés et la junte militaire, fut assassiné un mois après Eduardo Frei, pour s'être distancé de la dictature, ce qui ne pardonnait pas. A l'issue d'un procès qui eut lieu en 2002, une dizaine de cadres de l'armée furent condamnés pour leur forfaiture.

* Ancien conseiller municipal, Renens, candidat d'Ensemble à gauche aux élections fédérales.

¹ Document au format pdf accessible sous bit.ly/2kcXwTa

² Dans les années 1970, l'alliance des services secrets des dictatures militaires au pouvoir place en Argentine, au Chili, en Bolivie, au Paraguay, en Uruguay et au Brésil autour d'un plan de répression commun, soutenu tacitement par les Etats-Unis.

³ Claire Martin, «Chili: le bilan humain de la dictature d'Augusto Pinochet revu à la hausse», RFI, 20 août 2011.

Paru dans Le Courrier (Genève, Suisse), le 11 septembre 2019